

BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine et de Moldavie

Une publication du SE de Kyïv
Décembre 2025

1. Guerre

***Guerre :** Les trois ports ukrainiens de *Big Odesa* (Odessa, Pivdeny et Tchernomorsk) et les infrastructures logistiques (notamment les entrepôts d'huile de tournesol, qui sont les exportations agricoles ukrainiennes ayant le plus de valeur) et énergétiques nécessaires à leur fonctionnement ont été particulièrement attaqués durant le mois de décembre (on recense une dizaine d'attaques d'ampleur), tuant vingt-trois civils et touchant sept navires marchands.

Mi-décembre, des frappes ayant touché des navires marchands turcs, le ministère turc des affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel il rappelle « l'importance d'un cessez-le-feu immédiat entre la Russie et l'Ukraine », réitérant « la nécessité d'un accord visant à prévenir toute escalade en mer Noire, notamment en garantissant la sécurité de la navigation et en suspendant les attaques ciblant les infrastructures énergétiques et portuaires ». La chambre américaine de commerce d'Ukraine a publié un [communiqué](#) dans lequel elle appelle les partenaires internationaux à renforcer la défense aérienne et maritimes des ports ukrainiens de la mer Noire.

Mi-décembre, le site de stockage d'huile végétale d'Allseeds situé dans le port de Pivdeny, le plus gros d'Ukraine, a été en partie détruit. Ces attaques ayant provoqué des fuites d'huile, le port de Pivdeny fut bloqué près d'une semaine, le temps d'éliminer la pollution des eaux consécutive à la frappe. Fin décembre, L'usine de trituration de Illichivsk et ses entrepôts d'huiles végétales, appartenant à l'entreprise ukrainienne Kernel et située dans la ville de Tchernomorsk, ont également été touchés.

Ainsi, d'après le gouvernement ukrainien, en 2025, les forces armées de la fédération de Russie ont lancé 90 attaques complexes (i.e. utilisant des drones et des missiles) contre des infrastructures portuaires ukrainiennes, soit près du double d'attaques en 2024.

Fin décembre, l'UAC (le conseil agraire ukrainien, qui représente 1 300 entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille) a dressé un bilan de ses actions humanitaires : depuis le déclenchement de la guerre à grande-échelle en février 2022, l'association a fait don aux forces armées ukrainiennes de 2 839 véhicules, dont 551 en 2025.

Fin décembre, KSG Agro (qui cultive 24 000 ha, principalement pour l'élevage de porcs) l'agro-holding ukrainienne a expliqué que sa porcherie, située dans la région de Kherson (sud du pays) avait été touchée par trois drones en décembre. Alors que 90 personnes y travaillaient, l'entreprise a expliqué que, en raison des frappes, seuls 20 employés restaient.

Fin décembre, un élevateur situé dans la région de Kharkiv a été touché par des frappes russes. Fin décembre, des drones ont touché une usine agro-alimentaire située dans la région de Kharkiv (nord-est du pays), endommageant un élevateur. Début décembre, une boulangerie située dans la ville Kherson (au sud du pays) a été touchée par des bombardements : trois employés ont été blessés, une partie des bâtiments a été détruite.

Début décembre, un bénévole d'une ONG partenaire du PAM a été visé par un drone *FPV* alors qu'il était en train d'aider à une distribution. Il a été amputé.

***Territoires occupés :** Début décembre, le SBU (les services de sécurité intérieure ukrainiens) a arrêté dans le port d'Odessa un navire appartenant à la « flotte fantôme » russe : battant pavillon d'un pays africain, il est soupçonné d'avoir exporté, depuis la Crimée, des denrées agricoles produits dans les territoires ukrainiens occupés.

D'après une [enquête](#) publiée en décembre 2025 et menée conjointement par des journalistes de *Bellingcat* et *Lloyd's List*, fin 2025, l'Arabie Saoudite aurait importé des biens agricoles provenant des territoires ukrainiens occupés *via* la Crimée fin 2025.

Mi-décembre, le directeur de l'élevateur de Kalchyk, situé dans la région de Donetsk (est du pays) et filiale de l'entreprise agricole publique *SFGCU*, a été condamné, par contumace, à 11 ans de prison, pour avoir collaboré avec la Russie.

***Ligne de front :** Fin décembre, des investisseurs qui avaient envisagé en 2021 de construire une usine d'équarrissage dans la région de Poltava (est du pays) ont annoncé renoncer à leurs projets en raison de la guerre.

***Conséquences de la situation énergétique :** D'après l'association ukrainienne des boulangers, bien que les boulangeries soient considérées comme critiques, elles ne sont pas épargnées par les coupures d'électricité, conséquences de frappes russes sur le

secteur énergétique. Pour y faire face, l'association explique que les boulangers ukrainiens ont réduit leur gamme de produits.

***Pollution des sols :** Fin décembre, le gouvernement a publié ses résultats sur le déminage humanitaire civil en 2025 : 12 000 ha de terres agricoles auraient été rendus aux cultures, dont 3 800 en novembre. Le centre gouvernemental pour le déminage humanitaire a signé de nouveaux contrats de déminage, permettant d'inspecter et de déminer 17 000 ha de terres, pour un montant de 1,17 Md UAH (environ 23 M EUR). 61 nouveaux opérateurs ont été certifiés, portant leur nombre total à 134.

Mi-décembre, le centre gouvernemental pour le déminage humanitaire a annoncé avoir accordé un marché de déminage de 7 995 ha de terres agricoles, situées dans la région de Kharkiv (est du pays). Ces terres sont cultivées par l'entreprise agricole ADP-AGRO, dont 3 300 ha ont déjà été déminés dans le cadre du programme gouvernemental.

D'après une [discussion](#) publiée fin décembre dans *Latifundist*, comme le programme d'aide gouvernemental prend intégralement en charge le déminage, pour déminer un hectare de terre, un agriculteur ukrainien ne doit payer sur ses propres fonds que 1 000 USD, ce qui correspond au coût pour une étude non technique (la première étape pour du déminage humanitaire d'après les normes internationales IMAS), alors que le coût réel d'un déminage est de 30 000 USD/ha en moyenne.

***Paix :** L'agriculture demeure un des enjeux sous-jacents des négociations de paix actuelles. Fin décembre, le président Zelensky a présenté à la presse un projet de plan de paix en 20 points, dont six présentent plus directement des implications pour l'agriculture :

(i) l'adhésion accélérée à l'UE et un accès amélioré au marché unique. Le président Zelensky a confirmé que la date d'adhésion à l'UE faisait partie des discussions avec les États-Unis ; D'après lui, elle pourrait avoir lieu dès 2027 ou 2028.

(ii) Le « plan de prospérité ».

(iii) L'accélération des négociations d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Ukraine.

(iv) La cogestion de la centrale nucléaire de Zaporija. Le barrage de Nova Khakovka, élément clef de la navigabilité du Dnipro et réserve d'eau pour l'irrigation, pourrait être reconstruit (le budget est estimé par le président Zelensky à 2 Md EUR environ).

(v) La perte de contrôle sur certains territoires occupés et l'institution de zones franches.

(vi) La liberté de navigation en mer Noire et sur les eaux fluviales. Le port de Mykolaïv pourrait donc rouvrir.

***Food from Ukraine :** Courant décembre, le PAM a livré 3 000 t d'huile de tournesol données au Bangladesh dans le cadre de l'initiative *Grain from Ukraine*. Cette action a été financée par la Suède.

2. Production et filières agricoles

***Climat et changement climatique :** Le mois de décembre a été globalement plutôt favorable pour le développement des cultures d'hiver, avec des températures moyennes plus élevées.

***Emploi, production et structure agricoles :** D'après un [rapport](#) publié par le dialogue politique agricole germano-ukrainien (APD, une structure de coopération financée par le ministère allemande de l'agriculture, active en Ukraine depuis 2006), le secteur agricole emploierait entre 2,3 et 2,5 M de personnes en Ukraine, soit 15% des emplois. D'après ce même rapport, la ruralité ukrainienne aurait perdu 3,5 M de personnes entre 2001 et 2021, soit une baisse de 22% en 20 ans.

Ses auteurs se penchent également sur la production agricole ukrainienne. Ainsi, d'après eux, les petites fermes traditionnelles demeurent importantes pour la production d'œufs et de lait, à destination du marché national. En revanche, les entreprises de grande et très grandes tailles sont des acteurs plus importants pour la production de céréales, d'oléagineux et de viandes.

Le rapport aborde également la question des structures. Ses auteurs avancent que, depuis les années 2015, les *agro-holdings* ont tendance à se consolider, ce qui fait qu'elles cultivaient 5 M ha en 2021 contre 5,7 M ha en 2016. En outre, ils estiment que les fermes de 1 500 ha (qualifiées de « taille moyenne ») cultivent environ 41% des surfaces agricoles ukrainiennes.

Les auteurs formulent enfin des recommandations pour l'intégration de l'Ukraine dans l'UE. Ils proposent notamment de reconnaître, dans le cadre de la future PAC, « le caractère unique » du secteur agricole ukrainien, d'adapter les soutiens agricoles ukrainiens aux spécificités ukrainiennes et de prendre en compte l'emploi dans les structures agricoles de grandes et de très grandes tailles.

***Campagne 2025/26 :** Fin décembre, le ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture a publié les résultats des moissons 2025/26 : environ 57,6 M t de céréales (soit 94% des prévisions), 17,3 M t d'oléo-protéagineux (soit 98% des prévisions) auraient été récoltés. Il estime la récolte de maïs à 23,5 M t et celle de tournesol à 9,0 M t. Ainsi, d'après lui, si l'Ukraine était dans l'UE, elle serait la deuxième producteur de céréales, derrière la France (63,1 M t) et devant l'Allemagne (45,2 M t). En revanche, elle serait à la 18^e place quant aux rendements (51 q/ha, soit un rendement inférieur de 14% à la moyenne européenne).

Mi-décembre, l'UGA (l'union ukrainienne des producteurs de céréales et d'oléagineux) a publié ses nouvelles prévisions. Par rapport à celles de l'été, elles sont à la hausse pour le maïs (+2,4 M t en production ; +1 M t pour les exportations) et pour le colza (+0,2 M t), mais à la baisse pour le soja (-1,2 M t) et le tournesol (-3,5 M t). Ainsi, l'Ukraine devrait produire 81,4 M t en 2025/26, contre 79 M t en 2024/25, soit une hausse de 3% ; les exportations pourraient atteindre 49 M t en 2025/26, contre 46,7 M t en 2024/25.

Production (M t) Exportation Transformation	2025/2026 (USDA, déc. 2025)	2025/2026 (UGA)	2025/2026 (UGA)
Blé	23 14,5	22,5 16,5	22,4
Orge	5,9 2,5	4,9 2,3	5,6
Maïs	29 23	32 25	25,9
Tournesol	10,5	11,5 11,4	12,8
Soja	6	5 2,5 2,5	6,8
Colza	3,6	3,2 2,1 1,1	3,8

Source : UGA, USDA

***Prévisions 2026/27 :** En 2026/27, en se fondant sur les semis d'hiver, l'UGA estime que la production pourrait atteindre 84,5 M t et les exportations 50 M t.

***Noix :** D'après l'USDA, en 2025/26, la production ukrainienne de noix devrait atteindre 100 000 t (soit une hausse de 1,3% par rapport à la campagne précédente) et les exportations 35 000 t (soit une hausse de 67% en un an).

***Sucre :** D'après la présidente d'Ukrtsukor (l'association des producteurs de sucre ukrainiens), Yana Kavouchevska, pour chaque hectare de betteraves cultivé en Ukraine, les planteurs ukrainiens achètent pour 1 000 USD d'intrants à l'UE.

Début décembre, Y. Kavouchevska a dressé un premier bilan de la saison 2025/26. 10,4 M t de betteraves à sucre ont été arrachées et 1,25 M t de sucre produite, laissant présager l'atteinte des prévisions de 1,5-1,6 M t. D'après elle, les rendements ne sont pas de 53 t/ha comme l'indique le ministère de l'économie mais de 58 t/ha. Elle estime que la principale difficulté de cette saison furent les grosses pluies automnales qui compliquèrent l'arrachage, notamment dans les régions orientales de Vinnitsa et de Khmel'nitski.

***Bioénergie :** D'après l'association ukrainienne des producteurs de bioéthanol, l'Ukraine devrait atteindre une capacité de production annuelle de 1 M t de bioéthanol, ce qui permettrait de valoriser 3 M t de maïs par an. Le marché européen, estimé à 6 M t par an, est considéré par l'association comme étant un débouché rentable.

Mi-décembre, le président de l'association de bioénergie d'Ukraine, Georgiy Geletukha, a annoncé qu'une nouvelle unité de production de biométhane, d'une capacité de 56 Mm³ par an, allait entrer en service. Elle appartient à la Teofipol Energy Company et est située dans la région de Khmel'nitski (ouest de l'Ukraine). Sa production serait destinée à l'exportation. Ainsi, l'entrée en service de cette sixième unité de production de biométhane permettrait de doubler les capacités de production de biométhane en Ukraine, pour atteindre 108 Mm³.

3. Politiques économiques et agricoles

***Emploi :** Mi-décembre, le gouvernement a publié son [projet de stratégie](#) pour l'emploi d'ici 2030, dont l'élaboration a été financé par l'Allemagne via la GIZ.

***Ministre :** Fin décembre, le ministre de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, Alexis Sobolev, a donné une [entrevue](#) au média agricole en ligne *Latifundist*. S'inscrivant dans la lignée de ses prédécesseurs, il a insisté sur la nécessité pour l'agriculture ukrainienne de monter en gamme. Il a notamment souligné le potentiel ukrainien en matière de culture de lin, de chanvre et de pois, pour la production de biomatériaux.

Il a aussi dressé un bilan du programme *National Cashback* (entré en vigueur en août 2024, il permet de rembourser, sous forme de bons d'achat, 10% du montant des produits ukrainiens, y compris les produits agro-alimentaires, achetés par les citoyens ukrainiens), qui compterait 4,1 M d'utilisateurs. 1 885 producteurs et 386 000 produits (toutes catégories confondues) sont éligibles.

Concernant les privatisations, il a expliqué que l'État ukrainien détenait encore 32 biens agro-alimentaires, dont deux entreprises agricoles, cinq boulangeries et 11 distilleries. S'il souligne que l'État ne se séparera pas des biens stratégiques pour la sécurité alimentaire, comme des infrastructures portuaires clefs, il pense que le secteur privé sera en mesure de faire un meilleur usage de la plupart des autres biens actuellement publics.

***Made in Ukraine :** Le gouvernement ukrainien a annoncé l'enregistrement de plusieurs parcs industriels :

(i) fin décembre, *Fursy*, situé dans la région de Kyïv (centre du pays). D'une étendue de 11 ha, il prévoit de rassembler des industries métallurgiques, d'équipements électriques, des télécommunications et de l'agro-alimentaire. Il devrait permettre de créer 500 emplois et d'attirer 992 M UAH (environ 20 M EUR) d'investissements.

(ii) Fin décembre, *Misto Diy*, situé dans la région de Lviv (ouest du pays). D'une étendue de 22 ha, il prévoit de rassembler des industries de la construction, du bois, de la papeterie, de l'électronique, de l'agro-alimentaire et de la production d'énergie. Il devrait permettre de créer 550 emplois et d'attirer 189 M UAH (environ 4 M EUR) d'investissements.

(iii) Fin décembre, *Rokytno Eco Park*, situé dans la région de Kyïv. D'une étendue de 10 ha, il prévoit de rassembler des industries de papeterie, de l'imprimerie et de production d'énergie. Il devrait permettre de créer 400 emplois et d'attirer 467 M UAH (environ 9 M EUR) d'investissements.

(iv) Mi-décembre, *Art Pack Industrial*, situé dans la région de Khmel'nitski (ouest du pays). D'une étendue de 10 ha, il prévoit de rassembler des industries de construction, de valorisation des produits agricoles, de l'agro-alimentaire et de production d'énergie. Il devrait permettre de créer 500 emplois et d'attirer 400 M UAH (environ 8 M EUR) d'investissements.

(v) Mi-décembre, *Nosiv Farms*, situé dans la région de Tchernihiv (nord-est du pays). D'une étendue de 14 ha, il prévoit de rassembler des industries de l'agro-alimentaire et de production d'énergie, ainsi que des activités de recherche et développement. Il devrait permettre de créer 700 emplois et d'attirer 716 M UAH (environ 14 M EUR) d'investissements.

Fin décembre, le député ukrainien Dmytro Kisilevski, vice-président du comité parlementaire pour le développement économique, a annoncé que le « [parc industriel oriental ukrainien](#) », institué en 2022, était en train de s'agrandir. Regroupant actuellement quatre entreprises agro-alimentaires (deux usines de produits carnés, une usine de sauce et une conserverie) sur une surface de 11 ha, elle prévoit de s'étendre pour atteindre 55 ha. Deux nouvelles entreprises (une entreprise valorisant des produits agricoles et une usine d'emballages) étaient en cours de négociation pour le rejoindre.

Courant décembre, UkraineInvest et Grain Elevate ont signé un protocole d'accord pour soutenir un nouveau projet d'élevateur : construit dans la région de Lviv, cet élevateur aurait des capacités de stockage de 40 000 t. Il serait associé à une usine de trituration de colza et une usine de production d'ingrédients à base de protéines pour l'industrie agro-alimentaire et l'industrie pharmaceutique. L'investissement total s'élèverait à 55 M EUR.

***Soutiens aux agriculteurs :** Début décembre, la chambre des comptes d'Ukraine a publié un [rapport](#) sur les soutiens publics aux agriculteurs. La chambre a étudié les soutiens versés par l'Etat ukrainien, la banque mondiale et la facilité Ukraine entre 2024 et la première moitié de 2025. Durant cette période, ces soutiens auraient atteint 5,2 Md UAH (soit environ 102 M EUR). La chambre formule plusieurs reproches :

- le manque d'accessibilité : seul un tiers des bénéficiaires potentiel auraient été en mesure de déposer une demande, en raison des budgets limités et des dysfonctionnements du registre agraire de l'Etat (SAR/DAR).

- Le manque de transparence : seuls 29% des 5,2 Md UAH de soutien seraient publics. En outre, la question de la publicité des données du SAR/DAR n'est pas définie, ce qui crée un risque d'abus, en limitant la possibilité de contrôles extérieurs.

- Le manque de contrôle : les programmes ne prennent pas en compte le fait que des personnes ayant un lien économique puissent bénéficier plusieurs fois du même dispositif d'aide. Ces lacunes auraient été utilisées par les *agro-holdings*. Ainsi, en 2024, 49 récipiendaires, appartenant à 31 entreprises, ont bénéficié de près de 16% des aides. En outre, la chambre souligne que 67 M UAH (environ 1,3 M EUR) auraient été versés à des entreprises avec des bénéficiaires étrangers et 36 M UAH (soit environ 800 000 EUR) à des entreprises ayant des dettes fiscales.

Par conséquent, la chambre recommande au gouvernement ukrainien :

- d'amender les programmes pour en exclure les entreprises agricoles détenues par des étrangers ;

- de proposer des amendements permettant de s'assurer de l'accessibilité et de la transparence des aides, de l'intégrité des bénéficiaires, de prévenir le versement d'aides aux gros producteurs et de prévenir le versement d'une même aide à des personnes ayant des liens économiques.

***Financement :** Début décembre, le gouvernement a lancé une expérimentation pour étendre le [fonds partiel de garantie de crédits \(PCGF\)](#) aux institutions financières non-bancaires. Réservé aux prêts octroyés aux agriculteurs cultivant moins de 500 ha, ce fonds permet de garantir jusqu'à 50% de la valeur du bien financé par le prêt. Il a été lancé en janvier 2024 grâce au soutien de la Banque mondiale et de l'UE.

***Élevage :** Fin décembre, le gouvernement ukrainien a annoncé que quatre entreprises agricoles avaient reçu une subvention dans le cadre de son soutien à l'élevage mis en place fin août par la résolution [n°950](#). En tout, 116 M UAH (environ 2,3 M EUR) ont permis la construction ou la reconstruction de six fermes situées en Volhynie (à l'ouest du pays), dans les régions de Rivné (à l'ouest du pays), de Khmelnytski (à l'ouest du pays) ou de Tcherkassy (au centre du pays).

***Assurance :** Fin décembre, le gouvernement a pris les actes réglementaires permettant la mise en œuvre de sa nouvelle aide pour soutenir la souscription des agriculteurs à une assurance-récolte. A ce stade, seules les céréales (blé d'hiver et de printemps, seigle, orge, avoine) sont assurées. Fonctionnant *via* le SAR/DAR, elle permet de prendre en charge jusqu'à 45% (60% pour les agriculteurs cultivant des terres proches de la ligne de front) de la prime d'assurance pour des produits vendues par des compagnies d'assurance agréées. Pour l'instant, seules deux compagnies assurances ont reçu l'agrément de la NBU : INGO et Universalna.

Début décembre, le gouvernement a annoncé le lancement, au 1^{er} janvier 2026, d'une nouvelle aide contre le risque de guerre. Géré par l'agence des crédits à l'exportation (ECA), ce programme à deux volets :

- (i) d'une part, la compensation directe des pertes des entreprises situées le long de la ligne de front (le montant maximum de l'aide est de 10 M UAH, soit 197 000 EUR environ) et,

- (ii) d'autre part, la compensation d'une partie d'une prime d'assurance contre le risque de guerre (le montant maximum de l'aide est de 1 M UAH, soit 20 000 EUR environ).

***Lutte contre la fraude :** Mi-décembre, le bureau du procureur a annoncé avoir démantelé un schéma de corruption dans la région de Mykolaïv (sud-est du pays) : les suspects auraient acheté des céréales en espèces, exporté à des filiales étrangères factices. 114 M UAH (environ 2,3 M EUR) de taxes auraient été ainsi évités.

Début décembre, la cour centrale de Mykolaïv a infligé une amende 614 M UAH (environ 12,1 M EUR) à une entreprise de négoce agricole pour avoir exporté avec de faux documents, en 2021, 25 000 t d'huile de

tournesol, d'une valeur totale de 249 M UAH (environ 4,9 M EUR).

Début décembre, la cour centrale de Mykolaïv a également infligé une amende 498 M UAH (environ 9,8 M EUR) à une entreprise de négoce agricole pour avoir exporté avec de faux documents, en 2021, 27 800 t de denrées agricoles (blé, orge, colza et pois), d'une valeur totale de 249 M UAH (environ 4,9 M EUR).

***Lutte contre la corruption :** Fin décembre, la haute cour anti-corruption a condamné par contumace à neuf ans de prison l'ancienne directrice par intérim de l'institut agricole des steppes de l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS) pour une prise illégale d'intérêt, à l'occasion d'un marché public, à hauteur de 17 M UAH (environ 335 000 EUR).

Mi-décembre, le parquet anti-corruption (SAPO) et le bureau national anti-corruption (NABU) ont annoncé avoir démantelé un mécanisme de corruption dans le port danubien d'Izmail : le directeur du port est soupçonné d'avoir octroyé indûment des marchés publics à des entrepreneurs malhonnêtes. Ces derniers surfacturaient leurs prestations pour rétrocéder le fruit de leur rapine à leur association de malfaiteurs.

***Olive :** Mi-décembre, l'administration militaire de la région de Kherson (sud-est du pays) a annoncé, en partenariat avec la Grèce, expérimenter la plantation d'oliviers dans la région.

***Coton :** Mi-décembre, le vice-président de la commission de l'agriculture de la Rada, Stéphane Chernyavsky, a annoncé que la subvention à la production de coton dans les régions de Mykolaïv et Odessa a été prolongée en 2026.

***Bioénergie :** Début décembre, la municipalité de Téofipol, dans la région de Khmelnytskyi, a annoncé avoir planté 8 ha de miscanthus grâce à un don de 50 000 EUR de la Slovaquie. Ce serait la première plantation réalisée par une municipalité ukrainienne.

4. Commerce international agricole

***Exportations en 2024 :** D'après un [rapport](#) de l'UCAB (association qui rassemble les agro-holdings ukrainiennes) sur le commerce international agricole de l'Ukraine en 2024, les huiles végétales (90% d'huile de tournesol, 6% d'huile de soja et à 4% d'huile de colza) représenterait 23% de la valeur l'ensemble des exportations ukrainiennes. L'Europe a été destinataire de 61% des exportations (en valeur), le Moyen-Orient et l'Asie du sud-est de 15% chacun.

***Exportations de céréales et d'oléagineux :** Toutes routes commerciales confondues, L'Ukraine a exporté 4,1 M t de céréales et d'oléagineux en décembre. Ce ralentissement s'explique principalement par la recrudescence des frappes russes sur les infrastructures énergétiques et portuaires de la région d'Odessa.

***Nouvelle route maritime ukrainienne :** Entre août 2023 et novembre 2025, 7 000 navires ont emprunté la nouvelle route maritime ukrainienne, transportant en tout 162 M t de marchandises, dont 98 M t de céréales et d'oléo-protéagineux, vers 55 pays.

***Fret terrestre :** Le pont au-dessus de la Tysa reliant la Transcarpathie (à l'ouest de l'Ukraine) et la Roumanie a été achevé avec quelques mois de retard et devrait être mis en service début 2026.

***Fret maritime :** Fin décembre, le gouvernement a [publié](#) un marché public de concession des terminaux de Tchernomorsk. Mi-décembre, la vice-ministre du développement des territoires et des communautés, Aliona Chkroum, a annoncé que la concession du terminal de conteneurs du port de Tchernomorsk (un des trois ports de *Big Odesa*, situé au sud d'Odessa) pourrait être achevée dès la fin du premier trimestre 2026. Elle a expliqué que, avant la guerre, environ 540 000 EVP, soit près de la moitié du volume de conteneurs manutentionné en Ukraine, passait par ce terminal.

***Seigle :** En raison d'une baisse de la production locale, l'Ukraine a commencé d'importer du seigle en 2025/26 (principalement de Pologne et d'Allemagne) alors que, traditionnellement, elle en exporte.

***Politique commerciale :** Fin décembre, l'Ukraine et le Monténégro ont signé un amendement à leur accord de libre-échange.

Mi-décembre, Serge Tkachouk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a annoncé que la Roumanie avait accepté cinq certificats sanitaires pour l'importation de produits carnés, les bœufs, les peaux, la laine et les co-produits animaux en provenance d'Ukraine.

***Taxe à l'exportation :** A la suite de l'entrée en vigueur de taxe sur les exportations de graines de colza et de soja, le gouvernement a mis en place un mécanisme de suivi mensuel de ces exportations, afin de s'assurer que les volumes exportés sont cohérents avec les productions déclarées.

5. Affaires européennes

***Adhésion à l'UE :** Début décembre, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a formulé le souhait d'ouvrir tous les blocs de négociation sous la présidence chypriote du Conseil de l'UE (entre janvier et juin 2026) et de les clore tous sous la présidence irlandaise (entre juillet et décembre 2026).

***Reprise de l'acquis européen :** Les débats sur le coût, pour l'agriculture ukrainienne, de la reprise de l'acquis européen continuent d'occuper une place de choix dans la presse, les manifestations publiques et les discussions de la communauté agricole ukrainienne. Par exemple, le directeur de l'UAC (le conseil agricole ukrainien, qui représente 1 300 entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille), André Dykoun, a déclaré que l'intégration à l'UE représenterait pour l'agriculture ukrainienne un coût annuel de 2,5 Md EUR et un coût supplémentaire oscillant entre 70 et 150 EUR par hectare. Il invite toutefois à mettre ce coût supplémentaire en perspective, l'adhésion à l'UE pouvant renforcer le rôle de l'Ukraine dans la sécurité alimentaire mondiale. Il invite l'Ukraine à reprendre ces normes, sans compter sur les subventions publiques.

Fin décembre, le gouvernement a décidé que, en matière d'agriculture et de développement rural, le fonds de l'État ukrainien de soutien aux fermes (UkrDerjFond) serait l'agence de paiement au sens de la réglementation européenne.

Fin décembre, le bureau de l'USDA à Kyïv a publié un [rapport](#) sur les biotechnologies, dans lequel il indique que, malgré l'absence d'autorisation, des traces de cultures OGM de colza (estimée à 3-5% de la production totale), de soja et de maïs ont été retrouvées en Ukraine. Il estime que l'opinion publique ukrainienne est influencée par « *anti-GE [NDLR pour genetically engineered] messaging from European countries* » tout en rapportant que des parties prenantes essaient de promouvoir la production d'OGM par des amendements législatifs.

Mi-décembre, le président Zelensky a signé la loi n°[4718-IX](#) reprenant une partie de l'acquis européen en matière de santé animale, de médecine vétérinaire (notamment l'usage des antibiotiques) et de bien-être animal (élevage, transport et abattage).

***Négociations commerciales UE-Ukraine :** Fin décembre, le ministre de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, Alexis Sobolev, a donné une [entrevue](#) au média agricole en ligne *Latifundist* (cf. *supra*). Sur l'accord d'association révisé, il a déclaré que, après 2028, il y aurait la possibilité de libéraliser davantage, voire complètement, le commerce du sucre entre l'Ukraine et l'UE. Concernant le bioéthanol, estimant que les exportations ukrainiennes de bioéthanol vers l'UE avaient été de 100 000 t, il a indiqué que la priorité était d'accroître la production pour permettre d'utiliser complètement le contingent tarifaire de 125 000 t avec l'UE.

D'après l'UCAB (association qui rassemble les agroholdings ukrainiennes), du fait de l'incertitude en 2025 et du nouveau régime commercial avec l'UE, des exportateurs ukrainiens auraient renoncé à exporter, ce qui se traduirait pour l'Ukraine par une perte nette de revenus de 2 Md EUR. Cette estimation est sensiblement plus élevée que celle du centre des études économiques (un laboratoire d'idées ukrainien), selon lequel la perte nette de revenus pour l'Ukraine atteindrait 250 M USD.

Mi-décembre, le directeur de l'union ukrainienne des meuniers d'Ukraine, Rodion Rybchinsky, a salué l'ouverture d'un contingent tarifaire de farine de blé distinct de 30 000 t (auparavant, le contingent de farine était inclus dans le contingent de blé), estimant que les mesures commerciales autonomes (ATM) avaient permis d'établir que l'Ukraine était en mesure de fournir l'UE (notamment l'Allemagne et l'Italie) en qualité et quantité suffisantes (en 2023, les exportations ukrainiennes de farines vers l'UE avaient atteint 73 000 t).

***Norvège :** Fin décembre, la Norvège a annoncé donner 40 M couronnes (soit environ 3,5 M EUR) à la FAO pour soutenir l'agriculture en Ukraine.

6. Affaires étrangères

***FAO :** En tout, depuis le début de la guerre à grande-échelle, la FAO a donné 37 000 silos en sacs, 105 équipements et 859 entrepôts démontables. L'ensemble de ces dons représente une capacité totale de stockage de 8 M t de céréales.

***BEI :** Mi-décembre, la banque européenne d'investissements (BEI) a mis en place une garantie avec la banque ukrainienne publique ProCredit. Cette garantie doit permettre à ProCredit d'accorder près de 43 M EUR de prêts supplémentaires à plus de 220 PME, en particulier dans le secteur agricole, manufacturier et commerçant.

***Japon :** Dans le cadre du projet lancé mi-juin 2024 par l'agence de coopération internationale du Japon (JICA), plus de 100 agriculteurs ont reçu une formation en septembre 2025.

***Arabie saoudite :** Fin novembre, l'Ukraine et l'Arabie Saoudite ont tenu pour la première fois depuis dix ans leur commission mixte économique. A cette occasion, des accords sanitaires ont notamment été conclus.

***Howard G. Buffet Foundation :** Mi-décembre, l'association *Mercy Crops*, financée par la *Howard G. Buffet Foundation*, a annoncé l'extension de son programme d'aides à l'agriculture d'Ukraine (UASP) à de nouvelles régions ukrainiennes. A l'occasion de cette annonce, elle a dressé un bilan de son programme, lancé à l'automne 2023 : en tout, la fondation a soutenu 1 500 petits agriculteurs, 181 PME, a formé 400 agricultrices et donné 2 000 prestations de conseil.

7. Entreprises agricoles

***Kernel :** Kernel (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja ; c'est le premier producteur et le premier exportateur mondial d'huile de tournesol) a contracté mi-décembre un prêt de 77 M USD auprès de la banque publique ukrainienne Ochadbank. La moitié du montant serait consacré aux investissements, notamment le renouvellement de ses machines et équipements, ainsi que la reconstruction du terminal portuaire Transbulk à Tchornomorsk (qui serait le deuxième plus grand terminal céréalier du pays mais a été endommagé par une frappe de missile russe en 2023).

***MHP :** Mi-décembre, MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé avoir lancé une première usine pilote de production de protéines à base d'insectes. Elle devrait ouvrir d'ici la fin du premier trimestre de l'année 2026.

***Astarta :** Mi-décembre, Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales, de soja, de colza, de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a annoncé avoir investi en 2025 543 M UAH (environ 11,7 M EUR) dans ses activités de production laitière.

***Nibulon :** Mi-décembre, le directeur financier de Nibulon (qui cultive 51 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux principalement et qui a une activité dans l'armement de bateaux) a annoncé que l'entreprise avait achevé la restructuration de sa dette en 2025.

Mi-décembre, Nibulon a annoncé avoir employé trois experts internationaux : le Roumain Florin Bratuco, sur le développement des activités sur le Danube ; le Néerlandais Frédéric van Keylen, sur la stratégie d'exportations ; et le Français Sébastien Tournier, ancien directeur de COFCO en France, sur le développement de la direction internationale du groupe.

***Epicentr K :** Début décembre, Epicentr K (filiale agricole de la chaîne d'hypermarchés de bricolage ukrainienne, qui cultive 170 000 ha, principalement pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé avoir complètement abandonné le labour profond, pour pratiquer le labour superficiel et le semis direct.

***Nestlé :** Le groupe Nestlé a annoncé qu'elle allait continuer d'investir dans son usine de vermicelles à Smolyhiv (en Volhynie, au nord-ouest de l'Ukraine) en 2026 et 2027, afin d'accroître ses capacités de production. Le groupe explique son choix par le fait que les principaux ingrédients nécessaires à la production de vermicelles, le blé et l'huile de tournesol, sont disponibles en Ukraine. Pour mémoire, lancée en juillet 2025, l'usine a une capacité annuelle de production de 5 000 t. Elle emploie 300 personnes. Cet investissement de 40 M CHF sera complété par le lancement de nouvelles lignes de production. 1 200 personnes supplémentaires seront recrutées. 75% de la production sera destiné à l'UE. C'est la quatrième usine du groupe en Ukraine, la seconde située en Volhynie.

8. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***Politique sanitaire :** D'après le service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), sur les 183 médicaments vétérinaires enregistrés en Ukraine en 2025, 109 (soit près de 60%) sont produits en Ukraine.

***Antibiotiques :** D'après une [enquête](#) publiée début décembre par la FAO et par l'association ukrainienne des éleveurs de porcs et menée auprès de 500 personnes (dont 335 éleveurs – de porcs, de poulets, de bovins, de petits ruminants – et 74 vétérinaires), 64% des éleveurs utiliseraient des antibiotiques. Les usages les plus fréquents seraient dans les grandes fermes du secteur laitier, du secteur porcin et du secteur de la volaille.

***Rage :** Mi-décembre, un cas de rage (un renard) a été déclaré dans la région de Lviv (ouest du pays) et, début décembre, un cas (un renard) l'a été dans la région de Kharkiv (est du pays).

***Leptospirose :** Début décembre, deux cas de leptospirose a été déclaré dans la région de Tcherkassy (centre du pays).

***VLB :** Mi-décembre, un cas de virus de la leucose bovine a été déclaré dans un élevage de Soumy (nord-est du pays).

9. Moldavie (réalisé avec l'aide du SE de Bucarest)

9.1. Production et filières agricoles

Rien à signaler.

9.2. Politiques économiques et agricoles

***Irrigation :** La dixième édition de la conférence annuelle des associations des utilisateurs d'eau pour l'irrigation, qui s'est tenue à Chisinau courant décembre, a été l'occasion de faire le point sur le sujet : la Moldavie compterait ainsi 88 systèmes centralisés d'irrigation (276 stations de pompage) et 20 systèmes de drainage. Actuellement, 50 associations d'utilisateurs gèrent localement les ressources hydriques. Le programme AGGRI de la Banque mondiale soutient plusieurs projets : la réhabilitation des systèmes de Tudora et Caplani (environ 2 500 ha irrigables) est en phase finale ; les systèmes de Tețcani, Corjeuți et Beleavinți (1 900 ha) préparent le lancement des travaux ; le projet d'Etulia (3 500 ha) finalise sa documentation. Parallèlement, deux projets appuyés par l'AFD, à Criuleni de Sus et Călinești, visent plus de 3 000 ha supplémentaires.

***Financement :** Le programme gouvernemental de « facilité de crédit agricole » (FCA) met à disposition 129 M MDL (environ 6,5 M EUR) pour des prêts à taux fixe de 5,1 % et 28,5 M MDL (environ 1,4 M EUR) pour des subventions. Lancé en mars 2025, le dispositif a déjà permis de financer 250 exploitations agricoles, principalement dans le nord du pays. Selon le ministère de l'agriculture, les bénéficiaires profitent d'un avantage moyen de 4,7 points par rapport aux crédits commerciaux classiques. Depuis sa création, le montant total des financements accordés dépasse 242 M MDL (environ 12 M EUR). Les subventions cumulées atteignent 27 M MDL (environ 1,35 M EUR). Près de 70 % des fonds ont servi à l'achat d'équipements agricoles conventionnels, le reste finançant des technologies durables et des projets de transformation post-récolte. Mis en œuvre avec le ministère des finances et l'office de gestion de l'aide externe, le programme prévoit des prêts d'une durée maximale de cinq ans, plafonnés à 5 M MDL (environ 250 000 EUR) par bénéficiaire.

***Salaire :** Selon le bureau national de statistique, au troisième trimestre 2025, le salaire mensuel moyen brut en Moldavie aurait atteint 15 488 MDL (environ 775 EUR), soit une hausse de 9,7 % en un an (2,1 % en tenant compte de l'inflation). Les salaires les plus élevés se trouvent dans les technologies de l'information et de la communication (35 885 MDL, soit environ 1 795 EUR), les plus faibles dans l'agriculture (10 800 MDL, soit environ 540 EUR). Le secteur privé reste en tête avec un salaire moyen de 16 336 MDL (environ 815 EUR), contre 12 963 MDL dans le secteur public (environ 650 EUR).

9.3. Commerce international agricole

***Campagne 2025/26 :** Les exportations de maïs auraient démarré lentement et resteraient nettement inférieures à la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, sur les cinq premiers mois de la campagne, 50 500 t ont été exportées, un niveau légèrement supérieur à 2024 (40 700 t), mais en forte baisse par rapport à 2023 (161 000 t) ou 2021 (283 000 t).

En revanche, les exportations d'oléagineux connaîtraient un bon début de campagne : celles de colza atteindraient un record historique (sur les cinq premiers mois, 287 000 t ont été exportés) et celles de tournesol seraient en nette hausse (272 000 t, soit + 90 % par rapport à 2023). La Moldavie deviendrait ainsi le deuxième exportateur vers l'UE (avec 15 % des importations de colza de l'UE, contre 3,2 % la saison précédente), derrière l'Ukraine et demeurerait le premier exportateur de graines de tournesol vers l'UE.

***Corridors de solidarité :** En décembre, la Moldavie a été intégrée à la plateforme du corridor mer Noire-mer Égée, instituée par un accord signé entre la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. Le document prévoit l'extension des corridors européens de transport vers la Moldavie et l'Ukraine. La plateforme vise la définition et le développement de trois axes de transport (central, est et ouest) incluant voies ferrées, routes, ports, aéroports, terminaux multimodaux et navigation fluviale sur le Danube. L'axe central, reliant la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie, sera prolongé jusqu'aux points frontaliers d'Ungheni (Roumanie-Moldavie) et de Siret (Roumanie-Ukraine). L'axe relie les ports stratégiques de la mer Égée et de la mer Noire. L'axe ouest connectera le sud de la Grèce à la Roumanie en passant par la Bulgarie.

Courant décembre, lors d'une réunion entre le Premier ministre moldave et l'ambassadeur d'Ukraine en Moldavie, la Moldavie et l'Ukraine ont rappelé qu'elles coordonnaient leurs plans de développement des infrastructures et des transports afin d'améliorer la connectivité régionale. Les priorités incluent la modernisation des routes et des voies ferrées, la construction de ponts et l'augmentation des capacités ferroviaires. L'Ukraine a souligné l'importance de l'autoroute à grande vitesse Iași-Ungheni-Chișinău-Odessa et du pont Cosăuți-Yampil sur le Dniestr. La

Moldavie a rappelé que, face aux attaques contre les ports ukrainiens, le renforcement des itinéraires logistiques via la Moldavie vers les ports roumains constituait une priorité stratégique.

***Ukraine :** Fin décembre, le gouvernement moldave a décidé de ne pas prolonger le régime de licence d'importation pour les céréales en provenance d'Ukraine, en vigueur depuis octobre 2023. Les restrictions actuelles seront donc levées à partir du 1^{er} janvier 2026. Le gouvernement continuera toutefois de suivre l'évolution du marché, afin d'être en mesure d'intervenir rapidement en cas de déstabilisation.

***Raisins de table :** Le ministre moldave de l'agriculture vise une hausse de 60 % de la valeur de ses exportations de raisins de table, soit environ 38 M USD par an, selon une nouvelle stratégie nationale en cours d'élaboration. Le scénario optimiste prévoit des investissements totaux d'environ 98 M USD d'ici 2036 afin de moderniser ces cultures (systèmes de pergola, irrigation). Le plan entend aussi soutenir les petits producteurs, encourager la formation de coopératives et promouvoir des pratiques agricoles durables et résilientes face au changement climatique.

9.4. Affaires européennes et étrangères

***France :** Depuis 2023, l'agence française de développement (AFD) a investi 210 M EUR en Moldavie ; 100 M EUR supplémentaires sont prévus pour des projets en cours d'ici 2026. L'AFD met en œuvre des projets dans plusieurs secteurs, notamment l'irrigation. Les investissements annuels futurs de l'AFD en Moldavie sont estimés à 60-70 M EUR.

***Chine :** 2024 aurait constitué un record pour le commerce bilatéral sino-moldave, avec une valeur totale dépassant 1,14 d USD. Les exportations moldaves vers la Chine concernent notamment les vins, certains produits agricoles et industriels, tandis que les importations portent principalement sur les équipements électroniques et électriques, les véhicules et les biens de consommation. Selon les données officielles, 81 entreprises à capital chinois sont actives en Moldavie, principalement dans l'agriculture, la transformation agroalimentaire, les infrastructures et l'énergie.

9.5. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

Rien à signaler.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyïv